

**ÉDITORIAL**  
JEAN-PAUL  
BOMBAERTS

Comment réduire la fiscalité belge sur le travail

# Manœuvrer le tanker fiscal

**D**ans le nouveau rapport de l'OCDE sur la taxation du travail, notre pays se voit gratifié d'un bon point et d'un mauvais point. Commençons par le mauvais: les travailleurs en Belgique continuent d'être pressés comme des citrons. Le coin fiscal (le total des impôts versés par les salariés et les employeurs) est de 54% pour un travailleur sans enfant. L'Allemagne (49%) et la France (48%) suivent à bonne distance.

Le bon point, en revanche, c'est que la tendance est à la baisse. Grâce soit rendue au tax shift initié voici un an par le gouvernement Michel. Objectif: permettre à un salarié sur deux de gagner 100 euros net en plus par mois d'ici 2019. Vu la masse de personnes concernées, il est évident qu'on parle de

**À l'image d'un gros tanker qu'on essaie de faire changer de cap, il faut manœuvrer progressivement, avec doigté.**

gros sous. À l'image d'un gros tanker qu'on essaie de faire changer de cap, il faut manœuvrer progressivement et avec doigté.

Heureusement, une telle réforme s'autofinance en partie. Lorsque le coût du travail diminue, l'emploi progresse de même que les cotisations perçues. Pour le solde, il faut chercher ailleurs. Hausse des accises

sur l'alcool et le carburant, réduction des dépenses sociales et de santé, intensification de la lutte contre la fraude: autant de pistes explorées avec plus ou moins de bonheur par le gouvernement jusqu'ici. Mais comme ces recettes ont leurs limites, il faudra bien se résoudre à explorer de nouveaux gisements fiscaux.

C'est là qu'une évidence s'impose: si notre pays reste un enfer fiscal pour les travailleurs, les rentiers apprécient le traitement relativement clément réservé au capital. Égaliser la taxation du travail et du capital ne va cependant pas sans lever certains tabous. Comme l'exonération des plus-values sur actions, le régime de faveur de la branche 23, l'exonération partielle des livrets d'épargne ou encore l'absence de taxation des loyers. Mais peut-on sérieusement attendre d'une coalition de centre droit qu'elle fasse sauter des tabous auxquels même les socialistes n'ont jamais osé s'attaquer en 25 ans de participation gouvernementale?